

# Il faut mobiliser 150 milliards de FCFA

Par Arthur Page

Elle s'élève à 150 milliards de FCFA l'enveloppe qu'il faut mobiliser pour sortir définitivement de l'imbricatio qui plombe le secteur de l'éducation nationale. C'est la conclusion des travaux des états généraux de l'éducation tenus en mai 2010. Les séminaristes avaient proposé de la marge dans la mobilisation de ce financement. Ils avaient recommandé à l'Etat de « faire ce sacrifice » sur une période maximale de dix ans. Soit une quinzaine de milliards de francs CFA par an. Une vision tout à fait réaliste pour un pays qui arrive à mobiliser chaque année plus de 2 500 milliards de FCFA de recettes budgétaires. Un tel effort en faveur de l'éducation nationale ne représenterait que 0,6 % du budget général. Une paille. Très en deçà de ce que font les Etats qui placent l'éducation au rang des priorités. L'ensemble du secteur avait jugé que cela suffirait pour mettre à niveau le système éducatif dans un premier temps.

Cette prescription n'a pas été suivie. Malgré les moyens colossaux dont a bénéficié l'Etat entre 2010 et 2016. Le député démissionnaire du Parti démocratique gabonais (PDG), Edgard Owono Ndong, dans une adresse récente – lire EDN 362 en page 12 – à ses anciens collègues, révèle l'ampleur de ces ressources engrangées. « Sur les finances publiques, il y a eu de 2009 à 2016 un plus de 18 000 milliards de budget, près de 5 800 milliards d'emprunts, plus de 560 milliards au Fonds stratégique d'investissement (ancien Fonds

pour les générations futures) sans compter la caution bancaire du Gabon à la BEAC (de plus de 3 500 milliards en 2009 pour moins de 700 milliards en 2016). Je ne parle plus de l'exploitation de l'or (de Minkebe, de Bakoumba) qui ne figure nulle part dans les recettes de l'Etat... » On peut lui faire confiance, car il a siégé durant tout son mandat dans la commission des finances.

Malgré cette opulence, BOA n'a pas choisi de remettre à niveau l'éducation nationale. Au contraire. Il va s'employer à épuiser toutes les bonnes volontés qui voulaient lui trouver « des circonstances atténuantes ». Le Syndicat national de l'Éducation nationale (Sena) avait fait ce choix en janvier 2016. Prenant ainsi le risque de briser l'unité syndicale qui était de poursuivre une grève jusqu'à satisfaction totale des revendications. Il avait invité ses membres à surseoir au mouvement et à reprendre les cours « pour laisser au gouvernement le temps d'avancer dans le règlement des points d'achoppement ». Plusieurs mois plus tard, Fridolin Mvé Messa, le leader du Sena, doit se rendre à l'évidence. Rien n'a bougé. Ni le cahier de revendications transmis au gouvernement par les syndicats, ni même les engagements pris par le gouvernement de Raymond Ndong Sima n'ont connu aucun début de solution. Le Sena a dû se remettre en grève, comme la Conasysed, la Confédération des syndicats de l'Éducation nationale.

Malgré tout, BOA restera insensible à l'appel des syndicats pour régler la question de l'éducation nationale. On eût cru qu'à l'occasion d'une



rentrée des classes aussi mouvementée, il sortirait de son bunker du bord de mer pour aller à la rencontre des syndicats. Il a préféré aller s'extasier sur le chantier du port de Libreville lundi dans la journée. Pourtant, ce projet est entièrement financé par un opérateur privé, le groupe Olam, sans un quelconque apport de l'Etat. Pourquoi un chef d'Etat va sur un chantier de construction privé ? « Le chantier de la jeunesse », qui est la rentrée des classes, a été par contre proprement snobé. Alors qu'il était plus urgent pour lui de s'y consacrer. Surtout que durant la campagne électorale il avait dit vouloir « dédier ce septennat à la jeunesse ». Cela commence mal. Avec l'inégalité des chances en plus. Entre une partie de la jeunesse dont les parents ont les moyens d'inscrire leurs rejetons dans des écoles privées ou à l'étranger, et celle, plus nombreuse, qui doit rester à la maison, faute d'école dans le secteur public.

La plus grosse provocation pour cette jeunesse est que BOA a donné une priorité absolue à l'organisation de « sa » Coupe d'Afrique des

nations de football. Il a su convaincre des financiers de la junte, le sponsor officiel des dictateurs en Afrique, le groupe Total, et la Compagnie du Komo (CDK) de Christian Kérangall, de mobiliser 466 milliards de FCFA pour financer l'évènement. Cette somme représente trois fois le montant qu'il faudrait pour régler définitivement la question de l'école au Gabon. Si BOA avait fait le choix de renoncer à la Can 2017 au profit de l'école gabonaise, les cours auraient commencé normalement.

L'ire, bien compréhensible, des parents ne doit pas s'orienter vers le mouvement syndical qui a fait preuve de bonne foi et de sérieux en acceptant de donner du temps au gouvernement. Elle doit se concentrer sur BOA et sa junte. Car ils ont en ce moment les moyens de gagner dix ans en injectant une partie de l'argent que lui a donné le sponsor officiel des dictateurs africains, le groupe Total, dans le secteur de l'éducation. Il lui restera même 50 milliards de FCFA qu'il pourrait claquer, comme il en a l'habitude.